



Plus de deux semaines après la rentrée scolaire, les équipes de la Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC) sont annoncées pompeusement dans les différents établissements scolaires des dix régions du pays cette semaine, à l'effet de « sensibiliser les élèves et les enseignants aux valeurs d'intégrité comme gage d'un Cameroun sans Corruption ». Une phase de sensibilisation qui, nous dit-on, fait suite à une première phase répressive. Alors que dans les lycées et collèges, les Chefs d'établissement vivent allègrement leur période de vaches grasses.

« Rentrée scolaire 2020-2021 Sans Corruption », c'est le nom de baptême d'une campagne actuellement en cours au sein de la CONAC et dont on peine à voir l'impact. La période du 19 au 23 octobre 2020, la Commission que dirige le Révérend Docteur Dieudonné MASSI GAMS effectuera des descentes dans les campus scolaires pour encourager la création des Clubs Intégrité et procéder à l'affichage des messages de promotion de l'Intégrité dans les établissements scolaires visités, apprend-on dans un communiqué rendu public lundi.

La corruption éternelle

« Ces descentes font suite à la première phase de la campagne, essentiellement répressive, liée aux recrutements et aux inscriptions », explique le Révérend Docteur Dieudonné MASSI GAMS dans son communiqué. Toutefois non seulement que l'on a du mal à saisir la méthodologie utilisée par la CONAC consistant de « réprimer d'abord et de sensibiliser après ». L'opinion nationale a également du mal à saisir l'impact de cette phase « première répressive » qui est passée tant il est vrai, pour nombre de parents et observateurs que le

commerce de places est toujours d'actualité et peut-être comme jamais, dans établissements publics et privés au Cameroun. Alors qu'on croyait que ce phénomène serait atténué avec le contexte de la pandémie qui prévaut, le phénomène de marchandage de places semble plutôt avoir pris de l'ampleur. Les effectifs pléthoriques étant formellement déconseillés dans les salles de classes, les chefs d'établissement semblent en profiter pour hausser les enchères. « *Nous savons que la place coute 50 000 au lycée, mais cette année tu tends l'argent au proviseur, il te rappelle d'abord que le ministre a dit qu'on ne recrute pas. C'est alors que toi-même tu vas comprendre tu dois bien parler* », nous confie Monsieur Essomba Ateba, parent d'élève. Comme quoi, avec ou sans covid-19, la corruption se porte toujours bien dans nos campus scolaires pendant que le gendarme qui est la CONAC erre entre la naïveté et la complicité.
